ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

investissements

Question au Gouvernement n° 1606

Texte de la question

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Charles de Courson, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Charles de Courson. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie. *(« Il n'est pas là ! » sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le ministre, dans une tribune publiée par *Les Échos* le 18 décembre 2013, cinquante présidents de filiales de grands groupes internationaux installés en France ont tiré la sonnette d'alarme en affirmant : « Depuis quelques années, nous avons de plus en plus de mal à convaincre nos maisons mères d'investir et de créer des emplois en France. » Ce constat est malheureusement confirmé par un récent rapport de la CNUCED, selon lequel les investissements directs étrangers vers la France se sont effondrés de 77 % en 2012, pour s'établir à 5,7 milliards de dollars – alors même qu'au niveau mondial, ces investissements ont connu une hausse de 11 %, pour atteindre un niveau comparable à celui enregistré avant la crise.

Ainsi la France, alors qu'elle occupait la huitième place dans le monde en 2011, a disparu de la liste des vingt premiers pays dans le monde bénéficiant d'investissements étrangers. Au sein de l'Union européenne, c'est notre pays qui affiche le plus fort recul des investissements étrangers, au bénéfice de l'Allemagne. Bref, alors que les investissements des entreprises françaises à l'étranger augmentent, nous assistons à une chute sans précédent de notre attractivité.

La fiscalité décourageante de notre pays, ainsi que l'instabilité de cette fiscalité, expliquent pour partie ces mauvais résultats. Cependant, le cœur du problème est plus profondément situé, car les avantages compétitifs que la France pouvait, jusqu'alors, mettre en avant – ses infrastructures, son système éducatif, la qualité de sa main-d'œuvre – se dégradent eux aussi. Le Président de la République va recevoir aujourd'hui une délégation de responsables des grandes entreprises étrangères et réunira, le 17 février, un Conseil stratégique de l'attractivité *(« Nous sommes sauvés ! » sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour améliorer l'attractivité de la France ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Mme Claude Greff. Il ne fait rien, le Gouvernement !

M. le président. La parole est à Mme la ministre du commerce extérieur.

Mme Nicole Bricq, *ministre du commerce extérieur.* Monsieur le député, mon collègue Pierre Moscovici a reçu, avec Arnaud Montebourg et moi-même, la mission de se battre pour l'attractivité du territoire, et je suis d'accord avec ce qu'il a déclaré, à savoir que nous sommes le premier pays terre d'accueil des investissements étrangers productifs - ceux qui créent des emplois en France. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Cela m'intéresse tout particulièrement, car nous avons 20 000 entreprises étrangères qui produisent en France, dans l'industrie, et qui exportent. Comme vous le savez, 30 % de nos exportations sont le fruit de l'activité d'entreprises étrangères. Vous faites référence à un rapport de la CNUCED - que je ne savais pas qualifiée pour réaliser ce type d'études, mais passons - qui mélange les investissements financiers et les investissements productifs. Or, le premier investisseur en France en termes productifs, ce sont les États-Unis d'Amérique - où nous allons nous rendre la semaine prochaine avec le Président de la République. *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. Allons, mes chers collègues !

Mme Nicole Bricq, *ministre .* Vous voulez savoir ce que nous devons faire : vous le saurez le 17 février prochain, quand le Président de la République réunira le Conseil supérieur de l'attractivité. Oui, la France est une terre attractive, et nous entendons bien garder notre place en Europe ! Nous savons que la lutte est dure avec l'Allemagne, ainsi qu'avec le Royaume-Uni, où M. Cameron déroule le tapis rouge aux investisseurs, nous savons aussi que nous avons la capacité de relever ce défi. Mille investissements étrangers par an, c'est le nouvel objectif qui nous a été assigné – au lieu des 700 investissements actuels. Nous allons nous battre ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Charles de Courson
Circonscription : Marne (5e circonscription) - Union des démocrates et indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1606
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Commerce extérieur
Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 5 février 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 février 2014